

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

Introduction: Le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis:

Le 17 décembre 2014, le monde apprend, sidéré, le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis annoncé conjointement par le président cubain Raúl Castro et le président des Etats-Unis Barack Obama. Et dans le même temps, on apprend aussi que les négociations entre les 2 pays étaient en cours depuis 2 ans, ce qui les fait, en fait, remonter à 2012.

Qu'avons-nous remarqué durant ces 2 années? Peu de choses en vérité: le blocus de Cuba est toujours en vigueur et il l'est toujours aujourd'hui, en 2015.

De multiples raisons ont été avancées par les analystes politiques en ce qui concerne cette volonté, de la part du président états-unien, de normaliser les relations avec Cuba: des difficultés intérieures qui l'auraient incité à vouloir redorer son blason avant de quitter la scène politique, la pression de l'Amérique Latine qui refuse de participer au Sommet des Amériques au Panama en l'absence de Cuba, la création, ces dernières années, de mécanismes d'intégration tels que l'ALBA, l'UNASUR, la CELAC qui rendent de facto à l'Amérique Latine son indépendance envers les Etats-Unis, sa souveraineté et son unité, brisée au XIX^e siècle par les puissances impérialistes qui ont volontairement morcelé le continent pour mieux le soumettre et piller ses richesses.

Chacune de ces raisons a sans doute eu son importance dans cette décision mais tandis que le monde a les yeux fixés sur Cuba que se passe-t-il dans le reste de l'Amérique Latine?

L'Argentine:

En 2001, l'Argentine vit une crise économique sans précédent. Elle touche le fond mais cependant parvient à se redresser et à récupérer sa souveraineté nationale. Dès lors, les forces impérialistes s'acharnent contre elle:

"D'abord, le silence, l'incrédulité sur la reprise du pays. Après, la campagne contre la renégociation des titres de la dette argentine, puis la reproduction des attaques des médias d'opposition et, finalement, la guerre totale, l'encercllement, la diffamation du gouvernement de Cristina Kirchner et de l'Argentine."

"Mais ces vautours –financiers, politiques et médias – ce qui les intéressait, c' était ce que faisait la dictature et pas la résistance du peuple argentin. Ce qui les intéressait, c'était le pardon aux militaires et non l'enquête sur leurs crimes. Ce qui les intéressait, c'était le modèle de parité de Menem et non les luttes du peuple contre ses conséquences néfastes. Ils n'étaient pas, non plus, intéressés par la reconstruction du pays, la reprise de la croissance économique, la diminution de l'inégalité et de la misère. Ce qui les intéressait, c'était la politique de « relations charnelles » avec les États-Unis d'Amérique et pas la politique souveraine et de dignité nationale." (*Emir Sader, L'encercllement international de l'Argentine, 8 novembre 2013*)

Les "fonds vautours".

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

En 2001, l'Argentine se voit obligée de suspendre le paiement de sa dette.

"Suite à la suspension unilatérale du paiement de sa dette fin 2001, le gouvernement argentin a pu inverser le rapport de force en sa faveur et obtenir de l'écrasante majorité de ces créanciers privés (93%) une réduction de 70% de sa dette commerciale. Mais au cours de ces négociations, il a renoncé à une partie de sa souveraineté en confiant aux tribunaux new-yorkais la compétence de trancher les litiges avec ses créanciers à la place des juridictions argentines. C'est cette brèche qu'ont utilisé NML et Aurelius pour poursuivre l'État argentin sur le sol étasunien". (*Renaud Vivien "Un vautour peut en cacher un autre, 26 juin 2014).*

Qui sont les "fonds vautours"?

"Basés généralement dans les paradis fiscaux, les fonds vautours sont des fonds d'investissements spéculatifs qui profitent des crises pour racheter les dettes des États à des prix très bas. L'objectif est de les contraindre par la voie judiciaire à les rembourser au prix fort, c'est à dire le montant initial des dettes, augmentées d'intérêts, de pénalités et de divers frais de justice. La plus-value que ces fonds engrangent est phénoménale. A titre d'exemple, NML a racheté en 2008 des titres de la dette argentine affichant une valeur nominale de 222 millions de dollars. Alors qu'il n'a déboursé que 48 millions pour acquérir ces titres de la dette, il réclame à l'Argentine le paiement de 222 millions de dollars plus les intérêts de retard ! Au total, l'État argentin doit payer 1,33 milliards de dollars à NML et Aurelius, selon la décision des juges new-yorkais confirmée par la Cour suprême."

Que rachètent les "fonds vautours"?

"Ces créances rachetées par les fonds vautours sont à l'origine très souvent odieuses, illégales ou illégitimes. C'est le cas de la dette argentine qui a été déclarée nulle par la Cour suprême argentine dans le jugement Olmos de 2000. Les juges argentins ont identifié 477 délits dans la formation de cette dette, avant même l'arrivée des fonds vautours."

L'action des USA

"Il n'est pas insensé de penser que l'attaque des fonds vautours, les accusations contre le gouvernement taxé d'être « chaviste » (difficile à soutenir) et les actions légales contre l'Argentine qui se sont succédé en un éclair le mois précédent la mobilisation du 8 novembre (« 8N »), sont combinées et visent en réalité [à faire échouer] celle du « 7D » | [4](#)." (Eduardo Lucita, Argentine. Fonds vautours. Le prix à payer pour n'avoir pas audité la dette, 7 janvier 2013)

[4] Le 8 novembre a été jour de cacerolazos dans tout le pays à l'appel de divers réseaux sociaux pour manifester contre le gouvernement. L'appel pose notamment comme mots d'ordre une démocratie sans corruption, sans clientélisme et s'oppose à la réforme de la Constitution qui ouvrirait la voie à une éventuelle réélection de Cristina Fernández. Voir <http://argentinosindignados.com/>. La mobilisation du 7 décembre se tenait en défense de la démocratisation des médias et de la Loi de Services de communication audiovisuelle (Ley de Servicios de Comunicación Audiovisual) adoptée en 2009 et à laquelle s'opposent

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

les grands groupes de médias. Le 7 décembre devait marquer la pleine entrée en vigueur de celle-ci, reportée suite à une décision de la Chambre civile et commerciale fédérale.

Le 8 août 2014, le chef du cabinet argentin, Jorge Capitanich, a accusé les États-Unis, d'avoir une part de responsabilité dans l'échec des négociations entre son pays et les « fonds vautours ».

Il a appelé le président Barack Obama à intervenir dans ce conflit, car il y a eu une mauvaise pratique de la part de la justice étasunienne et a accusé le juge de partialité et de répondre aux intérêts des fonds vautours. Il a signalé que ce juge a démontré méconnaître le processus qui établit des mécanismes d'annulation de dette et il a déclaré que ce magistrat ne devrait pas entraver le processus d'accomplissement des obligations".

Le ministre de l'Économie, Axel Kicillof, a quant à lui suggéré aux États-Unis de se présenter à la Haye et de permettre que le problème de partialité et de juridiction y soit discuté ouvertement.(RHC)

L'action des Etats-Unis contre l'Argentine n'est donc pas militaire ou une suite d'actions dirigées par la CIA pour déstabiliser le pays mais économique. Pour autant, elle n'en est pas moins efficace...

En février de cette année, un procureur général argentin meurt dans des circonstances mystérieuses. Aussitôt, les médias s'emparent de l'affaire et cherchent à y impliquer Cristina Fernandez.

Le 14 février 2015, Jorge Capitanich, le chef du cabinet argentin, dénonce un putsch judiciaire dans le pays et déclare que les récentes manoeuvres contre la présidente constituent des tentatives de déstabilisation. Le député argentin , Edgardo Depetri, pour sa part, déclare que les tentatives de coup d'Etat au Venezuela et en Argentine "sont organisés par la droite continentale soumise aux Etats-Unis et qui veulent en finir avec le mouvement progressiste populaire dans la région".

La Bolivie:

"Plongée dans une crise de crédibilité et de leadership, la droite bolivienne, agissant sur les instructions de l'administration des États-Unis, a décidé de jouer la carte des conflits locaux de faible intensité pour déstabiliser le gouvernement du président Evo Morales et créer une image de chaos en vue des élections prévues en 2014 dans ce pays d'Amérique du Sud", écrit Patricio Montesinos dans son article "Conflits de faible intensité : le pari pour déstabiliser la Bolivie" (21 mai 2013).

Pour cela, ils vont exacerber de vieilles divergences entre les habitants des villes et des campagnes, héritées du colonialisme espagnol et des gouvernements néolibéraux successifs, monter les peuples indigènes contre le gouvernement et en particulier contre Evo Morales, fomentent la demande d'autonomie des régions riches du pays tout cela parce qu'Evo Morales apparaît comme un véritable leader latino-américain et le vainqueur certain des prochaines élections. La droite n'a aucun candidat qui fasse le poids et le président Morales a obtenu à cette époque un certain nombre de victoires importantes qui ont renforcé la crédibilité de son pays: il a porté devant le Cour internationale de justice la

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

demande de la Bolivie de récupérer l'accès à la mer, obtenu de l'ONU la légitimation de la pratique ancestrale de la mastication de la feuille de coca sur le territoire national, et la promotion du quinoa, une plante proche des céréales cultivée sur les hauts plateau andins de la Bolivie, et aux qualités nutritionnelles hors du commun. Sans parler de la transformation profonde qu'il a opérée dans son pays, l'un des plus pauvres d'Amérique Latine à son arrivée.

Le 1^{er} mai 2013, il annonce l'expulsion de son pays de l'Agence nord-américaine pour le développement international (USAID), accusée de conspiration et d'ingérence dans la politique intérieure de la Bolivie.

Le refus de l'autorisation de survol du territoire de la France, de l'Italie et du Portugal

Le 2 juillet 2013, le président bolivien, Evo Morales, rentrait de Moscou dans son avion présidentiel quand la France et l'Italie ont refusé le survol de leur territoire après que le Portugal a interdit une escale technique indispensable avant la traversée de l'Atlantique, au motif que Edward Snowden, l'informaticien à l'origine des révélations sur l'espionnage massif organisé par les Etats-Unis (programme PRISM) principalement contre l'Europe était dans l'avion. Information qui s'est révélée fausse. Le président Evo Morales a dû faire escale à Vienne où l'ambassadeur espagnol, sous prétexte de boire un café avec le président bolivien, aurait tenté de monter dans l'avion présidentiel pour vérifier si Edward Snowden était à bord ou non.

Nul doute que cette décision d'interdiction de survol a été prise en Europe à la demande des Etats-Unis.

Le 23 août 2013, le Président Evo Morales demande aux militaires d'être prêts à affronter les nouvelles offensives de l'empire et du capitalisme nord-américain. "L'histoire de l'Amérique Latine et de la Bolivie fut toujours basée sur le fait d'affronter les empires à diverses étapes et maintenant, l'histoire se répète en ces temps", déclare-t-il.

Le 5 janvier 2014, Evo Morales déclare que "la CIA infiltre le Mouvement vers le Socialisme au gouvernement". Comme la CIA et ses agents, dit-il, ne peuvent pas faire un coup d'État depuis les États-Unis parce que le peuple se dresserait contre eux, et comme ils ne peuvent pas gagner démocratiquement, alors ils infiltrent le MAS et essaient d'affronter ses membres.

Le 12 octobre 2014, Evo Morales est réélu triomphalement pour un 3^e mandat avec 61% des voix.

Le 24 octobre 2015, Evo Morales dénonce une campagne pour l'empêcher de se représenter à la présidence.

"Avant, il n'y avait pas de référendum révocatoire bien qu'il ne soit pas interdit. Les gouvernements néo-libéraux gouvernaient avec 20%, 30% des voix. nous, nous avons gagné en 2005 avec 54%, en 2008, la droite nous a amenés à un référendum révocatoire et nous avons été confirmés avec 65% sans avoir fait campagne", a-t-il dit et il a demandé:

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

"Pourquoi la droite doit-elle avoir peur du peuple?"

Comme vous le voyez, la campagne continue...

Le Brésil:

Pendant toute la période précédant les élections présidentielles, les attaques contre le Brésil se multiplient: contre Dilma Rousseff, bien sûr mais aussi contre Lula, des affaires de corruption sont montées en épingle ou montées de toutes pièces, manifestations "populaires" organisées en fait par l'opposition soutenue par les Etats-Unis, etc...

Fin 2013, Rousseff a annulé une visite officielle prévue aux États-Unis suite à la révélation de l'espionnage dont elle a été victime de la part des Etats-Unis ainsi que la compagnie pétrolière nationale PETROBRAS, espionnage révélé par Edward Snowden. Elle demande alors que l'Amérique Latine réfléchisse à un système qui assurerait la sécurité électronique du continent.

Le 21 octobre 2013, c'est elle qui préside l'Assemblée Générale de l'ONU où elle fait un discours très incisif et très remarqué.

Le 12 février 2014, Dilma Rousseff dénonce des tentatives pour discréditer le programme « Plus de Médecins » auquel participent des médecins cubains et qui apporte ses soins aux secteurs les plus défavorisés de la population.

Le 27 octobre 2014, Dilma Rousseff est réélue avec 51;54% des voix.

Le 31 juillet 2015, l'Institut Lula, situé dans le quartier de Ipiranga de São Paulo, est la cible d'un attentat. Tout semble signaler que c'est le résultat d'une escalade de violence dans laquelle la "haine disséminée par les blogueurs, les journalistes et les revues transformées en pamphlets de la haine et du mensonge" a une lourde responsabilité: en fait, le résultat d'une campagne médiatique

"Après chaque déroute électorale, face à une droite désorganisée au niveau des partis et sans une image politique claire, les médias ont joué le rôle non de porte-parole des secteurs conservateurs et de l'élite économique mais d'organisateur et de leader de la droite en réalisant leur ordre du jour et même en voyant plus loin: les éditoriaux de certains journaux sont arrivés, tout au long de cette période, à donner des commissions et à réaliser la stratégie des leaders politiques de l'opposition" écrit Alfredo Iglesias Diéguez le 10 août 2015 dans son article "Le Brésil se dirige-t-il vers un coup d'Etat?"

En tout cas, les médias se sont tellement uniformisés qu'ils reprennent tous le même titre dans le but de renverser le gouvernement démocratiquement élu. Il faut savoir qu'au Brésil, pratiquement tous les médias sont d'opposition. Le Gouvernement ne possède, pour informer sur ses actions, "qu'un programme de radio d'une heure sur une chaîne nationale à 19H, une tradition qui a plus de 50 ans, et Internet. Il n'y a pas de journaux ni de chaînes de télévision qui répercutent les actions positives de Rousseff. 80% des Brésiliens sont informés par le journal du soir de O Globo", qui, comme tout le monde le

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

sait, maintient la campagne frontale contre la présidente" (Stella Calloni, "coup d'Etat doux au Brésil, 22 octobre 2015).

Le 21 octobre 2015, Dilma Roussef et Lula seront dégages de toute responsabilité dans l'affaire de corruption qui touche PETROBRAS.

L'Equateur:

Dès 2007, juste après son élection, Correa, économiste de formation, fait procéder à un audit de la dette du pays, dénonce les nombreuses irrégularités et refuse de payer la part illégitime de cette dette, redonnant à son pays son indépendance économique. L'Empire ne le lui pardonnera jamais. En 2012, les Etats-Unis investissent des millions pour faire perdre les élections à Rafael Correa.

Au début du mois de juin 2015¹, alors que Rafael Correa assume la présidence de la CELAC, la droite organise une série de protestations suite au projet de modification de la Loi sur les Successions et la Loi sur la Répartition de la Richesse (Loi sur les plus-values) qui cherche à réduire la concentration des grands capitaux en peu de mains, ce qui aiderait à combattre les niveaux de pauvreté extrême puisque plus de 90% de la richesse nationale se trouve concentrée en seulement 2% des familles équatoriennes.

Après 4 semaines de mobilisations et le retrait temporaire du projet de loi, le 2 juillet, le Président Correa déclare: ""Nous devons être attentifs, cela continuera jusqu'en 2017, ce qu'ils veulent éviter, c'est la réélection" et qualifie ces mobilisations de "coup d'Etat doux".

"Le ministre des Affaires Etrangères, Ricardo Patiño, a aussi parlé du danger que court la démocratie et a présenté 3 représentants du Comité des Victimes des Guarimbas et du Coup d'Etat Permanent au Venezuela, qui ont parlé des similitudes entre la situation actuelle de l'Equateur avec ce qui se passe au Venezuela." Et le président Correa écrit sur son compte Twitter: "Ils cherchent au moins à nous maintenir dans des affrontements permanents comme ils l'ont fait au Venezuela. Ils n'y arriveront pas". (*Rafael Correa avertit que l'Equateur affronte un coup d'Etat doux et appelle à la veille permanente dans la rue, Resumen Latinoamericano 2 juillet 2015.*)

"José Serrano, ministre de l'Intérieur, a assuré qu'il y a une conspiration en marche dont le but est de prendre Carondelet. Selon les données du Renseignement, il y aurait des directives pour encourager les manifestants à utiliser des bâtons avec des pointes pour détruire les boucliers des policiers, des bombes de peinture pour aveugler les policiers et du poivre pour incommoder les chiens et les chevaux qui les accompagnent. " (*Rafael Correa avertit que l'Equateur affronte un coup d'Etat doux et appelle à la veille permanente dans la rue, Resumen Latinoamericano 2 juillet 2015.*)

Le Venezuela:

A l'intérieur:

¹ Voir l'article "Pourquoi l'attaque contre Rafael Correa" paru sur Cubadebate le 18 juin 2015

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

Le 2 janvier 2014, le Venezuela entre au Conseil de Sécurité comme membre non permanent. Le 12 février 2014 débutent des troubles organisés par la droite et l'extrême droite vénézuélienne avec le soutien d'agents étrangers, en particulier colombiens et états-uniens. Ces troubles feront 43 morts et des centaines de blessés. Ceux qui les ont organisés finiront par être arrêtés mais Leopoldo Lopez, une fois en prison, sera considéré par l'opposition vénézuélienne ainsi que par les Etats-Unis et les oligarchies impérialistes comme un prisonnier politique.

Maria Corina Machado, impliquée elle aussi dans ces violences sera destituée de son mandat de députée vénézuélienne pour avoir accepté un poste d'ambassadeur alterne du Panama devant l'OEA.

La guerre économique:

En février 2014 démarre aussi la guerre économique contre le Venezuela qui se caractérise par la contrebande d'extraction de produits subventionnés du Venezuela vers la Colombie, l'accaparement, l'augmentation artificielle des prix, les attaques contre le bolivar, etc.

Le 13 janvier 2015, le président Nicolas Maduro déclare à Telesur qu'au Venezuela, on est en train de faire un "coup d'Etat économique" qui serait développé par les secteurs de l'opposition dans le cadre d'un plan de déstabilisation pour renverser son gouvernement.

A l'étranger:

La frontière avec la Colombie:

Le 19 août dernier, 3 soldats de la FANB sont blessés dans une embuscade tendue par des para-militaires à San Antonio del Tachira, sur la frontière avec la Colombie. Face à cette situation, le président Maduro décrète l'Etat d'Urgence et ferme la frontière dans 10 municipalités de l'état de Tachira. Quelques jours plus tard, il étendra cette mesure à d'autres municipalités frontalières des états de Zulia et d'Apure.

Après 2 mois de fermeture de la frontière, on peut constater qu'ont été saisies des quantités effarantes de produits vénézuéliens destinés à être détournés vers la Colombie pour être revendus beaucoup plus cher. Le but de cette manoeuvre est évidemment de causer des dommages à l'économie vénézuélienne et ces saisies ainsi que la normalisation de l'approvisionnement de ces municipalités (en particulier en essence) font économiser à l'Etat vénézuélien des sommes colossales.

La situation sur la frontière avec la Colombie découle en grande partie d'une résolution édictée par Alvaro Uribe qui légalise le commerce illégal de l'essence et de lois émises par Andrés Pastrana. On connaît les liens de ces 2 personnages avec les Etats-Unis ainsi que leur soutien à l'économie néo-libérale.

Le différend avec le Guyana:

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

A la création du Venezuela (Capitainerie du Venezuela en 1777 puis République du Venezuela), le Guyana fait partie de son territoire. En 1834, l'empire britannique engage un naturaliste géographe du nom de Schomburgk pour qu'il fasse des cartes de la région. En 1835, puis en 1840 et en 1887, celui-ci élabore des cartes sur lesquelles il déplace la ligne frontière pour prendre une partie de plus en plus importante de l'Esequibo.

Dès 1841, le Venezuela fait une réclamation à l'Empire Britannique à propos de ce territoire. En 1850, est signé entre le Royaume Uni de Grande Bretagne, d'Irlande du Nord et le Venezuela un accord dans lequel ils s'engagent à ne pas occuper le territoire en litige. Le Congrès des Etats-Unis, en 1896, nomme une commission pour déterminer les véritables limites du Guyana Britannique avec le Venezuela. Le 12 novembre de la même année ont été signées entre les Etats-Unis d'Amérique du Nord et l'Angleterre les bases du Traité d'Arbitrage pour décider de la question guyanaise. 2 Anglais, nommés par le Royaume Uni, 2 Nord-américains, nommés par les Etats-Unis pour représenter le Venezuela et 1 Russe composeront le tribunal d'arbitrage.

Entre les mois de juillet et d'octobre 1899, le Tribunal d'Arbitrage se réunit à Paris. La Grande Bretagne est représentée par 4 conseillers anglais et le Venezuela par 4 conseillers nord-américains. La décision de ce tribunal sera connue sous le nom de Sentence Arbitrale de Paris. Cette sentence donne à la Grande Bretagne 90 % du territoire réclamé par le Venezuela. En 1962, le chancelier du Venezuela dénonce le caractère nul de la Sentence Arbitrale de 1899.

L'Accord de Genève est signé le 17 février 1966 par les deux parties plus le gouvernement colonial du Guyana Britannique. Il établit les mécanismes pour commencer un processus de traitement de ce qu'on appelle le différend historique pour l'Esequibo entre la République Indépendante du Venezuela et la République qui découlait de la concession de l'indépendance du Guyana et qui avait déjà un gouvernement provisoire. L'Accord de Genève est un accord contraignant et c'est lui qui fixe les modalités de résolution de ce différend.

David Granger est élu président du Guyana le 16 mai 2015 et aussitôt (5 semaines après son élection), il attaque le Venezuela sur le différend concernant l'Esequibo, le faisant passer pour un pays agresseur et impérialiste. On apprendra rapidement que Granger a été élu avec le soutien des Etats-Unis et de leur transnationale Exxon Mobil à qui il accorde le droit d'exploiter le pétrole de l'Esequibo alors que l'Accord de Genève, signé en 1966 entre le Venezuela et la République Coopérative du Guyana, interdit toute exploitation de ce territoire tant que cet Accord est en vigueur, ce qui signifie en clair, tant que ce litige n'est pas réglé.

Le Venezuela propose au Guyana une "diplomatie de paix" mais se heurte sans cesse à une mauvaise foi évidente de la part du gouvernement guyanais qui a même rejeté le processus de médiation proposé par l'ONU pour résoudre ce différend au prétexte que le Venezuela l'aurait "utilisé pour maintenir le différend territorial sur la région de l'Esequibo sans le résoudre" selon le chancelier du Guyana, Carl Greenidge qui voudrait que ce différend se règle à la Cour Internationale de Justice et accuse le Venezuela d'avoir "violé l'intégrité territoriale du Guyana". Or, on sait que la soi-disant incursion d'un bateau vénézuélien en Guyana était un montage grossier, la photo ayant été prise en Espagne et

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

il y a un certain nombre d'années...

Le décret d'Obama:

Le 9 mars 2015, Barack Obama décrète l'Etat d'Urgence au sujet du Venezuela qui "constitue une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des Etats-Unis". Ce décret lui permet de bloquer tous les biens, tous les intérêts et toutes les propriétés aux Etats-Unis de tout fonctionnaire actuel ou antérieur du Gouvernement du Venezuela et de toute personne qui pourrait être considérée comme son "complice" ... et de leur refuser l'entrée aux Etats-Unis.

Le 3 avril 2015, quelques jours avant le Sommet des Amériques qui devait se tenir à Panama les 10 et 11 avril, Roberta Jacobson se déclare "déçue" par le large soutien des pays latino-américains au Venezuela et contre les "sanctions" prises par Obama. Elle reconnaît l'inefficacité des dites sanctions.

A Panama, Obama quittera la salle sans écouter Nicolas Maduro...

Les menaces militaires:

Le 6 novembre 2015, "un avion du renseignement des garde-côtes des Etats-Unis d'Amérique du Nord, basé sur la base aérienne de Hato, à Curacao, a décollé de là et a fait une incursion dans notre région d'information de vol" (Vladimir Padrino López, ministre de la Défense). L'avion, de type Dash 8, a été identifié par les forces de la défense vénézuélienne quand il s'est approché par le nord-ouest du pays et est descendu jusqu'à quelques 7 kilomètres de l'île de Los Monjes. Ensuite, il a tourné, réalisant une reconnaissance sur le Golfe du Venezuela et est reparti, passant à 11 kilomètres de cette île.

Le ministre a déclaré que ce qui est inquiétant dans cette ingérence, c'est que le Dash 8 possède un équipement qui peut être utilisé par le renseignement militaire, un radar de surveillance maritime, un système de réception et de transmission d'information et un système électro-optique qui permet de capter des images d'en haut.

D'autres avions utilisés par le renseignement des Etats-Unis comme ceux de type RC 135 - un avion de reconnaissance qui a la possibilité de transmettre des vidéos presque en temps réel - et C17 Globemaster, un gros porteur de transport de troupes et de parachutistes militaires) "se sont approchés de façon inhabituelle" du territoire vénézuélien.

La même situation est survenue pendant la période du coup d'Etat de 2002 que la droite vénézuélienne a perpétré contre le président Hugo Chávez: des navires et des avions états-uniens ont fait des incursions dans les eaux territoriales vénézuéliennes.

La guerre médiatique:

Dès l'élection du président Hugo Chavez et le début de la Révolution Bolivarienne, la

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

guerre médiatique se déchaîne contre le président élu et son projet de gouvernement². C'est que le pays commence à prendre de l'importance sur la scène internationale et que cela dérange les Etats-Unis.

A cette époque, la plupart des médias au Venezuela sont aux mains de la droite (encore 60% aujourd'hui) et défendent les intérêts de leur caste.

Au niveau international, ces médias étant soutenus par les Etats-Unis et leurs alliés stratégiques (l'Espagne d'Aznar), c'est la version qu'ils donnent des événements qui se diffuse et c'est encore le cas aujourd'hui. Cuba Si Provence a protesté plusieurs fois contre la vision que donnaient les chaînes de télévision françaises et européennes (Euronews) de la situation au Venezuela mais rien ne change. Les "guarimbas" (protestations violentes qui, de février à juin 2014 ont fait 43 morts et plus de 800 blessés) sont toujours présentées comme des "manifestations pacifiques" et bien que la plupart des victimes soient chavistes ou se trouvent dans les rangs des forces de l'ordre bolivariennes, c'est la "répression" qui est mise en avant.

Les médias communautaires ou révolutionnaires (Telesur) n'ont aucun écho dans la presse internationale.

Face à cette situation, se sont créés des blogs favorables à la Révolution Bolivarienne, souvent émanant du Mouvement de Solidarité et le Resumen Latinoamericano y del Tercer Mundo (un média alternatif) a lancé la campagne "La verdad de Venezuela" (La vérité du Venezuela) à laquelle Cuba Si Provence a adhéré.

Les attaques personnelles contre des membres du Gouvernement se multiplient. A peine élu, Nicolas Maduro est accusé de ne pas être Vénézuélien mais Colombien! Le président de l'Assemblée Nationale, Diosdado Cabello est aussi l'objet d'une campagne féroce qui cherche à le lier au trafic de drogues. Sa fille est l'objet d'une tentative d'enlèvement. Enfin, le 11 novembre 2015, le beau-fils et le neveu de Cilia Flores, l'épouse de Nicolas Maduro, sont arrêtés aux Etats-Unis pour "trafic de drogues"!

La motion de droits de l'homme est régulièrement manipulée pour discréditer le Venezuela bien que ce pays ait été élu 2 fois au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU (la dernière fois le 28 octobre 2015).

La campagne médiatique de discrédit se déchaîne particulièrement cette année à cause des élections législatives du 6 décembre que l'opposition sait qu'elle va perdre comme elle a perdu toutes les élections antérieures. Elle n'a comme solution pour arriver au pouvoir que de discréditer d'avance les résultats de ces élections et de refuser de les reconnaître. C'est pourquoi elle attaque le système électoral vénézuélien alors que l'ex président Jimmy Carter a déclaré après avoir assisté à des élections au Venezuela qu'il était le "meilleur du monde".

Conclusion:

² Voir l'article "Hugo Chavez, portrait d'un "dictateur"" de Françoise Lopez, 2002 et le document du même auteur "Impérialisme et mondialisation" du 11 septembre 2002

Le rapprochement des USA avec Cuba cache-t-il des attaques contre d'autres pays d'Amérique Latine?

Nous avons vu dans notre introduction que malgré le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les Etats-Unis et la réouverture des ambassades respectives, rien n'avait vraiment changé entre ces 2 pays. En ce qui concerne l'Amérique Latine, rien n'a changé non plus: les Etats-Unis considèrent toujours ce continent comme son arrière-cour et la plupart des gouvernements progressistes et anti-impérialistes restent la cible de leurs attaques même si les coups d'Etat qu'ils projettent de réaliser ne sont pas des coups d'Etat militaires: c'est pourquoi on les appelle "coups d'Etat doux" mais ils n'en restent pas moins des coups d'Etat. Cependant, pendant que les Etats-Unis s'attaquent à l'Argentine, au Brésil, à La Bolivie, à l'Equateur ou au Venezuela, le monde a les yeux tournés vers Cuba avec qui l'Empire "souhaite avoir des relations normales"... C'est pourquoi, même si nous n'oublions pas la solidarité avec Cuba dont la Révolution a permis à l'Amérique Latine de récupérer son indépendance, ce sont ces pays attaqués par l'Empire que nous devons soutenir en priorité en ce moment.

Françoise Lopez
Salon-de-Provence, 21 novembre 2015